

## De la crédibilité dans l'opposition aux armes nucléaires françaises

Jean-Marie MULLER \*

Dans la lettre qu'il m'adressa le 25 juin dernier afin de récuser mon choix en faveur du désarmement nucléaire unilatéral de la France, un interlocuteur, lui-même partisan du désarmement multilatéral, m'écrivait :

*« le vocabulaire "désarmement unilatéral de la France" provoque un rejet du fait d'une mauvaise interprétation qui laisse penser que nous nous désintéressons des armes nucléaires des autres pays. Chez nos amis parlementaires et militaires c'est même pire, ils considèrent que pour être crédible en s'opposant aux armes nucléaires françaises, il leur faut commencer par dire qu'ils ne sont pas "pour le désarmement unilatéral de la France" ! Un échec total de communication ! »*

Ces propos voulaient être définitifs...

Il est tout à fait vrai que « pour être crédibles », nos amis parlementaires et militaires considèrent qu'il leur faut commencer par dire qu'ils ne sont pas « pour le désarmement unilatéral de la France »... Mais une question se pose : pour être crédibles auprès de qui ? A l'évidence, c'est pour être crédibles auprès de leurs collègues politiques et militaires qui croient au dogme de la dissuasion nucléaire et défendent l'orthodoxie de la théologie nucléaire... En réalité, dès lors qu'ils récuser « le désarmement unilatéral de la France », ils signifient que, dans l'immédiat, ils ne s'opposent pas de fait aux armes nucléaires françaises quelles que soient les critiques verbales qu'ils tentent de faire valoir... Ils restent peut-être crédibles en tant que parlementaires et en tant que militaires, mais ils se trouvent certainement dépourvus de toute crédibilité en tant qu'opposants aux armes nucléaires. ..

Leurs interlocuteurs peuvent donc être pleinement rassurés... La demande d'un désarmement mondial ne les gêne en rien et ils peuvent aller jusqu'à y souscrire eux-mêmes... Il y a déjà bien longtemps que la rhétorique internationale du langage politiquement correct a intégré la notion du désarmement mondial... Comme chacun le sait, l'article VI du Traité de Non-Prolifération fait obligation aux États nucléaires qui en sont membres de négocier de bonne foi l'élimination mondiale des armes nucléaires. Mais chacun sait également que cette obligation reste lettre morte et que chaque État doté maintient et modernise ses armes nucléaires. Ils sont crédibles parce qu'ils n'opèrent aucune rupture avec le dogme nucléaire... La conversation peut donc poursuivre tranquillement son cours... Face à la foi des croyants nucléaires, ils acceptent de faire semblant d'y croire et n'osent pas afficher un athéisme radical... Ils critiquent formellement le commerce des armes nucléaires mais ils refusent de chasser les marchands du temple. Leur crédibilité repose sur leur refus d'opposer ouvertement leur incrédulité..... Car enfin, comment est-il possible de s'opposer aux armes nucléaires françaises en ne demandant pas leur élimination *hic et nunc* ?... C'est une simple question de cohérence à la fois éthique, politique et stratégique. En définitive, seuls les citoyens français

qui demandent le désarmement unilatéral de la France sont crédibles dans leur opposition aux armes nucléaires...

Certes, nos amis parlementaires et militaires préconisent le désarmement multilatéral négocié et simultané de tous les États dotés de l'arme nucléaire, mais en attendant que celui-ci advienne – et selon toute probabilité cette attente durera encore des années, de très longues années, une « éternité » – ils entendent s'accommoder de l'armement national... Et, qu'ils le veuillent ou non, leur accommodement vaut un assentiment...

Mon contradicteur veut constater « un échec total de communication »... Et en effet, nos amis parlementaires et militaires échouent totalement à communiquer leur opposition aux armes nucléaires. Mais cela n'est pas le pire. Le pire c'est que des organisations citoyennes qui prétendent s'opposer aux armes nucléaires prennent bien soin elles aussi de dire qu'elles ne sont pas « pour le désarmement unilatéral de la France ». Mais elles aussi échouent totalement à créer un débat public sur le désarmement nucléaire. Et elles perdent toute crédibilité...

A cet égard les mésaventures de Michel Rocard sont particulièrement significatives. Le 19 juin 2012, sur la chaîne de télévision BFMTV, l'ancien premier ministre déclare à propos de la dissuasion française : « C'est un serpent de mer. Tous les gouvernements depuis toujours et surtout tous les partis politiques qui font campagne disent toujours qu'il faut couper dans les dépenses publiques, elles ne disent jamais dans lesquelles. Alors, je vais jouer les provocateurs. Moi, j'ai une idée. On supprime la dissuasion nucléaire, 16 milliards d'Euros par an [*ce chiffre, en réalité, correspond au coût de la dissuasion sur cinq ans...*] qui ne servent absolument à rien. » De tels propos venant de sa part étaient étonnants. Certes, depuis longtemps, l'ancien premier ministre plaide en faveur du désarmement nucléaire, mais chaque fois qu'il s'est exprimé sur ce sujet il a bien pris soin de préciser qu'il préconisait le désarmement multilatéral et non pas le désarmement unilatéral de la France. Cette fois, tous les commentateurs ont donc retenu qu'il préconisait le désarmement nucléaire unilatéral de la France. Et c'est bien, à la lettre, ce qu'il avait affirmé. Et c'est précisément pour cette raison que la déclaration de Rocard a fait grand bruit. S'il s'était contenté de répéter son souhait d'un désarmement mondial, il n'aurait, comme par le passé, suscité que l'indifférence générale.

Comme il fallait s'y attendre, tous les idéologues de la dissuasion nucléaire, qu'ils soient de droite ou de gauche, ont fait chorus pour désavouer ces propos avec un surcroît d'indignation, ressassant tous les poncifs, tous les clichés de la langue de bois nucléaire. Mais dans le même temps, un vrai débat public sur le désarmement nucléaire commença à s'inscrire dans les médias. Le 21 juin, Bernard Guetta consacre sa chronique aux déclarations de l'ancien premier ministre. S'il ne l'approuve pas à la lettre, il conclut par ces mots : « Comme tout esprit libre, Michel Rocard a une grande et dérangeante utilité. » Le 21 juin également, sur le site du *Nouvel Observateur*, Jean-Marcel Bouguereau publie un éditorial intitulé : « Michel Rocard et le désarmement nucléaire français : et s'il avait raison trop tôt ? »

Mais, alors qu'un vrai débat avait commencé, c'est Rocard lui-même qui vient le refermer. Le 26 juin, revenant sur sa « petite phrase » prônant la suppression de la dissuasion nucléaire, il déclare sur France Inter : « J'ai fait là une boutade. Le sujet est si lourd que s'il faut le mettre en cause il faudra le faire prudemment et avec du temps pour discuter, du temps pour s'écouter avec des arguments sérieux et des démonstrations. » Et alors que le journaliste l'interpelle en ces termes ; « Cela ne veut pas dire que vous prônez que la France abandonne toute seule la dissuasion nucléaire », il le rassure en affirmant : « Personne qui ayant réfléchi sur ces sujets jamais n'a parlé de désarmement unilatéral. » Comme si, en quelque sorte, il avait voulu retrouver sa respectabilité – sa « crédibilité ! » - mise à mal par les reproches convenus et somme toute dérisoires de ses censeurs. Pourtant, tout laisse penser que c'est lui qui était dans la vérité... Rocard a eu parfaitement raison de dire haut et fort que la dissuasion nucléaire « ne sert strictement à rien ». Sa proposition de la supprimer unilatéralement était tout à fait raisonnable et elle n'avait rien d'une boutade...

Quant à sa « petite phrase » qui a voulu clore le débat qu'il avait suscité : « Personne qui ayant réfléchi sur ces sujets jamais n'a parlé de désarmement unilatéral. », elle n'est rien moins qu'une contre-vérité flagrante. C'est ainsi que Théodore Monod – pour ne citer que lui - affirmait : « Le désarmement, tout le monde en parle, personne n'en veut, c'est évident. On s'en gargarise dans les discours officiels... Mais ce n'est pas sérieux, personne n'en veut en réalité, personne n'y songe sérieusement. Si on y songeait sérieusement, quel est le pays qui aurait le courage de déclarer la paix au monde ? Un pays qui dirait : "Moi, je désarme", désarmement unilatéral ! Ça serait, à travers le monde, une telle flambée de stupéfaction que là, peut-être, les choses changeraient. La France est LE pays le plus qualifié pour un geste pareil, un geste qui aurait un retentissement prodigieux – j'allais dire cosmique. Là, les choses changeraient. »

\* Écrivain et philosophe. Auteur notamment de *Libérer la France des armes nucléaires*, *Chronique sociale*

7 juillet 2015